

# LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République*

N° 46 - septembre 2006 - 4,50 €



**Pierre Sudreau, nouveau président  
et le conseil d'administration réélu  
de la Fondation de la Résistance**

Photos Georges Bouillier/SNAPP reportages.



Parmi les personnalités et les responsables d'associations issues de la Résistance entourant Pierre Morel, et le général Jean Combette, président du comité de la Flamme sous l'Arc de Triomphe lors de cette cérémonie on notait notamment la présence de M. Robert Chambeiron, secrétaire-adjoint du CNR et co-président de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR); de M<sup>me</sup> Odette Christienne, adjointe au Maire de Paris chargé des Anciens Combattants, des archives et de la mémoire; de M. Daniel Boys, conseiller Régional, Premier adjoint au Maire de Béthune; du préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance; de M. Manuel Diaz; de M. Louis Cortot, compagnon de la Libération et de M. Richard Sergeant, vice-président du Comité d'Entente de Béthune.

### LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE RAVIVE LA FLAMME SUR LE TOMBEAU DU SOLDAT INCONNU

**L**e 27 mai dernier, le docteur Pierre Morel, vice-président de la Fondation de la Résistance a présidé la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe.

Ce jour a été choisi pour commémorer le 27 mai 1943, date de la séance constitutive, rue du Four, à Paris, du Conseil National de la Résistance, réuni à la demande du général de Gaulle par le préfet Jean Moulin pour unifier tous les mouvements et familles politiques luttant alors contre l'occupant nazi.

À cette occasion, la Fondation de la Résistance avait invité la ville de Béthune (Pas-de-Calais) représentée par M. Daniel Boys, conseiller Régional, Premier adjoint au Maire de Béthune. M. Daniel Boys, accompagné d'une forte délégation de plus de 200 personnes composée d'un groupe du Comité d'Entente des anciens combattants de Béthune conduit par leur vice-président M. Richard Sergeant, de 85 musiciens de l'Union musicale de Béthune, ainsi que de 120 élèves des collèges Verlaine et George Sand de cette même commune, a pu ainsi partager ce moment d'émotion et de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance. ●

*FM*



Lors de cette cérémonie, ont été présentés les drapeaux confiés à la Fondation par les associations issues de la Résistance au moment de leur dissolution.



Les interventions musicales ont été brillamment assurées par l'Union musicale de Béthune dirigée par M. Philippe Bourges.

Chaque élève des collèges Verlaine et George Sand de Béthune a déposé un iris sur la tombe du soldat inconnu.





# LE MOT DU PRÉSIDENT

## SOMMAIRE

### Hommages

- Les hommes qui ont fait la CNCVR.  
André Jarrot.....p. 4
- Général Saint Macary.....p. 6
- Marie-Claire Scamaroni.....p. 7

### La vie de la Fondation de la Résistance

- Le conseil d'administration de la Fondation de la Résistance .....p. 8
- Pierre Sudreau, nouveau président de la Fondation de la Résistance ..... p. 16

### L'activité des associations partenaires

- Mémoire et Espoirs de la Résistance p. 10
- AERI ..... p. 12

### Livres

- Vient de paraître ..... p. 14
- À lire ..... p. 14

Plus de soixante ans nous séparent de la fin de la Seconde Guerre mondiale et des combats dantesques menés par les Alliés et la Résistance pour libérer l'Europe du joug nazi. Depuis lors, le monde a traversé des mutations fondamentales, des bouleversements économiques, politiques et stratégiques qui ont profondément modifié nos sociétés. Avec cette accélération de l'Histoire, les repères de notre société se trouvent bien souvent malmenés et les jeunes générations ont aujourd'hui, plus que jamais, besoin de retrouver les valeurs qui ont sous-tendu l'histoire de notre Nation.

C'est en effet, grâce à cette connaissance du passé que les nouvelles générations seront les mieux armées et pourront s'opposer de façon lucide, raisonnée et déterminée à toute forme d'oppression, de totalitarisme et de violence futurs, car si la construction européenne nous garantit de voire renaître le péril parmi nous, il n'en est pas de même dans le reste du monde et nous devons rester vigilants. L'Antiquité ne nous a-t-elle pas enseigné que ce ne sont pas les Longs murs et les remparts d'Athènes qui ont protégé la cité de la barbarie mais bien la conscience et le courage de ses citoyens ?

« La véritable tradition dans les grandes choses, écrivait Paul Valéry, ce n'est pas de refaire ce que les autres ont fait, c'est de retrouver l'esprit qui a fait ces grandes choses et qui en ferait de tout autre en d'autres temps ».

C'est ainsi que depuis plus de treize ans, la Fondation de la Résistance s'efforce de soutenir l'action de l'Éducation nationale qui organise chaque année le Concours national de la Résistance et de la Déportation dont les sujets sont choisis non dans le souci d'exalter nos faits d'armes, mais bien en se préoccupant de transposer aujourd'hui la signification de l'engagement et du combat que nous avons mené. Grâce au dossier pédagogique que nous transmettons dans les établissements scolaires mais aussi et surtout grâce aux témoignages que nous sommes amenés à faire devant tous ces jeunes, nous contribuons à la découverte de valeurs humaines et morales, et, par là, à leur éducation civique.

Alors que les voix des survivants s'éteignent les unes après les autres, avec le décès de Marie-Claire Scamaroni, vice-présidente d'honneur de la Fondation de la Résistance et du général Pierre Saint Macary, président de la commission histoire et consultant permanent du bureau et du Conseil d'administration de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation auxquels nous rendons hommage dans ce numéro, nous sentons cette impérieuse nécessité de transmettre cet héritage civique et d'ainsi améliorer le consensus civique, base d'une vie sociale harmonieuse. ●



DR

**Éditeur :** Fondation de la Résistance  
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République  
30, boulevard des Invalides — 75007 Paris  
Téléphone : 01 47 05 73 69  
Télécopie : 01 53 59 95 85

**Site internet :**  
[www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org)

**Courriel :**

[fondresistance@club-internet.fr](mailto:fondresistance@club-internet.fr)

**Directeur de la publication :** Pierre Sudreau,

Président de la Fondation de la Résistance

**Directeur délégué de la publication :**

François Archambault

**Rédacteur en chef :** Frantz Malassis

**Rédaction :** Victor Convert, Marc Fineltn, François Fouré, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Nathalie O' Reilly- Bonnard.

Maquette, photogravure et impression :

SEPEG International, Paris XV<sup>e</sup>.

Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 16 €.

n° 46 : 4,50 €

Commission paritaire n° 1110 A 07588 – ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

**Pierre Sudreau**

Président de la Fondation de la Résistance

### La présentation annuelle du thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation :

« Le travail dans le système concentrationnaire nazi », se déroulera au Palais des Arts et des Congrès d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) le **jeudi 14 décembre 2006** à partir de 14 heures avec des résistants, déportés et historiens. Accueil par M. André Santini, député-maire. Co-organisatrices : AFMD, APHG et MER, ainsi que les Fondations concernées par ce sujet et le concours.

# LES HOMMES QUI ONT FAIT LA CNCVR

Dans notre dernier numéro du mois de juin, nous avons lancé cette nouvelle rubrique en dressant le portrait de Jean Ginas, président-fondateur de la CNCVR. Nous profiterons des prochains numéros de notre revue pour présenter les portraits des présidents et secrétaires généraux qui ont marqué l'histoire de la CNCVR et ainsi leur rendre hommage.

## ANDRÉ JARROT (1909-2000). UN PRÉSIDENT DE CONVICTION, D'ACTION ET DE PASSION POUR LA CNCVR.

André Jarrot est né le 13 décembre 1909 à Lux (Saône-et-Loire), dans une famille bourguignonne de souche paysanne. En 1927, après des études à l'École Primaire Supérieure de Chalon-sur-Saône, il entre comme électromécanicien à la Compagnie du gaz et de l'électricité du sud-est et devient militant syndicaliste. Puis, en 1937, il s'installe comme garagiste poids lourds à Chalon-sur-Saône tout en étant parallèlement moniteur d'aviation populaire au camp de Saint-Yan près de Paray-le-Monial.

### Recordman du monde

Grand sportif, il se distingue avant-guerre dans la course motocycliste : champion de France de vitesse sur 500 cm<sup>3</sup> en 1937, recordman du monde des 24 heures moto en 1938, avec Georges Monneret. Cette passion ne le quittera pas, pas plus que la passion du parachutisme lui qui jusqu'à 86 ans sautait encore en parachute en hommage à ses camarades de Résistance disparus !

Lorsque la guerre éclate, il est mobilisé au 3<sup>e</sup> régiment de Génie. Fait prisonnier près de Clermont-Ferrand, le 22 juin 1940, il s'évade pour rejoindre Toulouse où il est démobilisé le 15 juillet 1940 et s'installe alors à Lux.

Sa maison se trouvant juste sur la ligne de démarcation, il débute son action dans la résistance en devenant passeur au sein du réseau Ali-France. Son réseau, en collaboration avec le réseau Zéro

France, a pour mission d'acheminer de la Belgique vers l'Espagne, des agents des réseaux alliés et français, des pilotes britanniques abattus et les prisonniers évadés. Dès octobre 1940, surmontant toutes les difficultés et échappant par miracle à l'arrestation de nombreuses reprises, André Jarrot, accueille et fait traverser la ligne de démarcation à tous ces fugitifs. Au total, il prend en charge et dirige près de 4 000 d'entre eux tandis qu'il multiplie également les transports de documents et de courrier entre les deux zones. En raison de son inlassable activité, probablement dénoncé, André Jarrot est arrêté par les Allemands en janvier 1942 mais il est vite relâché faute de preuves. Cela ne refroidit pour autant son ardeur patriotique. Durant la même année, il est contacté par Christian Martell dont il avait fait la connaissance pendant l'hiver 1940-1941, alors qu'il était en instance de départ pour l'Angleterre. De retour en France, celui-ci est chargé par le BCRA de constituer une filière d'évasion de pilotes et de spécialistes de l'aviation. C'est donc tout naturellement vers Jarrot dont il connaît l'expérience et l'audace que se tourne Martell pour créer le réseau Brandy.

### La mission Armada

Fin 1942, leurs qualités de meneur d'hommes, leur témérité et leur connaissance du département désignent André Jarrot ainsi que Raymond Basset pour accomplir la première mission



© Musée de l'Ordre de la Libération-Paris-DR

Armada. Appelés à Londres par le BCRA, ils sont arrêtés à la frontière pyrénéenne et internés en Espagne cinq mois durant. Ce n'est qu'au printemps 1943 qu'ils parviennent à rejoindre la Grande-Bretagne via Gibraltar.

Après un séjour à Londres au cours duquel il rencontre le général de Gaulle et où il subit un entraînement intensif de saboteur, André Jarrot, alias Claude Goujon, est parachuté en France, avec Raymond Basset, près de Clermont-Ferrand, dans la nuit du 16 au 17 août 1943.

Dans le cadre de la mission Armada, ils doivent neutraliser l'alimentation électrique des aciéries du Creusot, objectif visé en vain par la RAF en 1942, dont les bombardiers ont occasionné peu de dégâts aux usines mais des centaines de morts civils.

Ayant retrouvé Pierre Guilhemon, du réseau Brandy récemment démantelé, Jarrot et Basset, s'occupant directement des objectifs principaux et coordonnant l'action de plusieurs équipes constituées de résistants locaux, accomplissent alors, dans la nuit du 2 au 3 septembre 1943, le sabotage de la centrale thermique de Saint-Marcelles-Chalon, des transformateurs et disjoncteurs de Germolles et de Lacrost, de la station de transformation au pont Jeanne-Rose près de Montchanin et des pylônes sur la ligne à haute tension Pougny-Le Creusot.

Le franc succès de la mission Armada se concluant par un rapatriement rapide des deux saboteurs à la mi-septembre par opération aérienne amène Londres à leur confier une mission plus importante : Armada II qui vise l'alimentation électrique de plusieurs centres industriels, dont la région parisienne.

De nouveau parachutés près de Cormatin, dans la nuit du 7 au 8 novembre 1943, André Jarrot et Raymond Basset, aidés par la Résistance locale, n'ont cessé de repérer et de saboter les objectifs assignés, s'adaptant et choisissant d'autres cibles au gré des circonstances.



© Musée de l'Ordre de la Libération-Paris-DR

Londres, mai 1944. Des membres de la mission Armada viennent d'être décorés de la croix de la Libération.

De gauche à droite : Raymond Basset, Michel Pichard, André Jarrot et Pierre Guilhemon.

Avec l'équipe Armada, André Jarrot accomplit d'août à septembre 1943 puis de novembre 1943 à mars 1944, deux missions spéciales de sabotage. Toutes ces opérations sont des succès et évitent aux alliés d'effectuer des bombardements sur ces objectifs.



André Jarrot ne manquait jamais de présider la remise des prix aux lauréats du Concours National de la Résistance et de la Déportation organisée par la CNCVR. Assis à la tribune (de gauche à droite) : Jean-Jacques de Bresson, Lucie Aubrac, Jean-Pierre Lévy, André Jarrot, et le révérend père Riquet.

L'opération s'achève par un bilan important évitant aux alliés d'avoir à effectuer des bombardements sur ces objectifs : en 3 semaines 182 pylônes à haute tension sont abattus sans compter 4 sabotages de canaux.

De nouveau appelé à Londres, André Jarrot reprend le chemin de l'Espagne avec Guilhemon et Basset en mars 1944.

Après le 6 juin 1944, André Jarrot est parachuté, en qualité de délégué militaire du département de Saône-et-Loire au-dessus de la Saône. Cette nouvelle mission a pour but d'empêcher le repli des troupes allemandes qui remontent la vallée du Rhône. Le lendemain, il participe à la destruction du pont de Tournus. Parachuté à nouveau le 9 juillet 1944, André Jarrot prend le commandement du maquis Corlay.

Après la libération du territoire qu'il commande sur le plan militaire, André Jarrot obtient d'être employé à une mission spéciale.

Après avoir subi un nouvel entraînement rigoureux en Angleterre, il est parachuté en mai 1945 derrière les lignes allemandes à Hambourg.

### La politique : une passion

De retour en Bourgogne, la guerre terminée, André Jarrot reprend ses activités de garagiste. Cependant, il estime que la Résistance peut être le creuset d'un renouveau civique. Homme d'action et de conviction, il se jette à corps perdu dans la politique et enchaîne les mandats électifs. Devenu responsable du RPF de Saône-et-Loire en 1947, puis fondateur de l'UNR en 1958, il est élu successivement maire de Lux, sa commune natale, de 1953 à 1965, puis maire de Montceau-les-Mines de 1965 à 1986 tout en étant député de Saône-et-Loire (1958-1974 et 1978-1981). Il est aussi conseiller général du canton de Chalon sud de 1967 à 1978 puis conseiller général de Montceau-les-Mines nord de 1984 à 1992. Membre du Parlement européen de 1962 à 1974, il est appelé comme ministre de la Qualité de Vie par le Président Valéry Giscard d'Estaing de

mai 1974 à janvier 1976, avant d'être élu sénateur RPR de Saône-et-Loire de 1986 à 1995.

Sa carrière politique ne lui fait pas pour autant oublier ses camarades de Résistance.

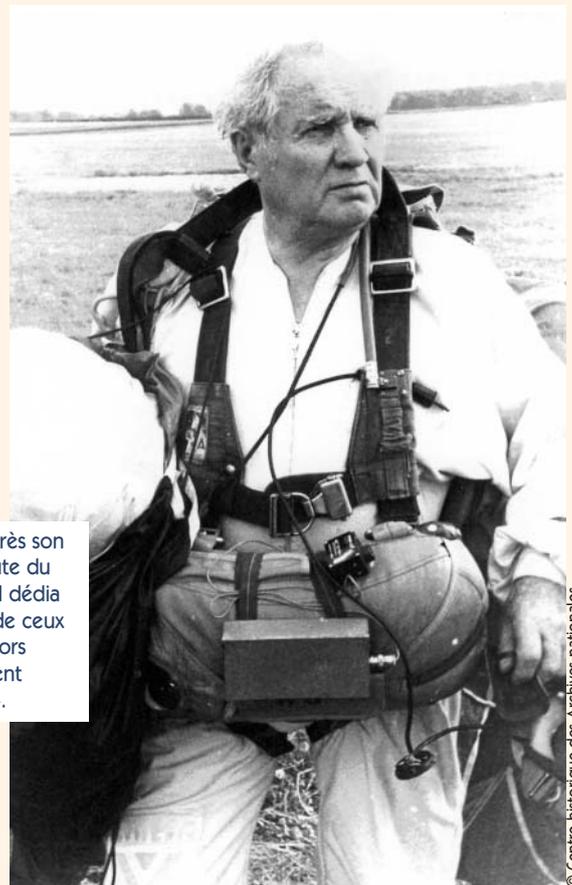
Membre du Conseil confédéral de la France Combattante, il assume la présidence de la Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (CNCVR) de 1976 à 1998 succédant ainsi à Jean Ginas. Au sein de la Confédération, il entretient l'esprit de fraternité et de camaraderie qui régnait dans la Résistance sans sectarisme ni souci des étiquettes.

Il devient un fervent partisan du Concours National de la Résistance et de la Déportation, reprenant ainsi le flambeau de ses prédécesseurs de la CNCVR qui avaient créé et réussi à faire institutionnaliser ce concours.

Alors que l'éducation civique et l'apprentissage de la citoyenneté n'étaient plus à la mode, André Jarrot avait depuis longtemps compris l'importance que représentait ce concours pour la formation civique des jeunes générations.

Il ne manque jamais de présider à Paris les remises des prix aux lauréats nationaux organisées au Cercle national des Armées par la CNCVR et les principales associations issues de la Résistance et de la Déportation. Ces remises solennelles suivies d'un dîner, convivial et chaleureux, où se mêlaient témoins et lauréats étaient pour lui l'occasion de répondre, simplement et sans fanfaronnerie, à leurs questions mais aussi d'encourager tous ces jeunes dans lesquels il voyait l'espoir de notre

André Jarrot après son saut en parachute du 6 juin 1982 qu'il dédia « à la mémoire de ceux qui tombèrent lors du débarquement du 6 juin 1944 ».



Nation.

En 1992, lors de la constitution de la Fondation de la Résistance, il adhéra sans réserve à ses objectifs pour devenir administrateur et l'un de ses présidents d'honneur.

André Jarrot est décédé le 21 avril 2000 à Lux par Chalon-sur-Saône où il a été inhumé.

Sa générosité débordante et son écoute chaleureuse des autres lui ont permis d'avoir un dialogue spontané et confiant avec la jeunesse. Les propos affectueux de son petit-fils, lors de son inhumation, en ont été une émouvante démonstration.

Grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération (par décret du 16 juin 1944), son action dans la Résistance lui a valu de nombreuses distinctions. Il s'est vu attribué entre autres : la croix de guerre 1939-1945 avec 3 palmes, la médaille des Évadés, la croix de guerre Belge avec palme, la croix d'officier de l'Ordre de Léopold (Belgique), la *Military Medal* (GB), la *Distinguished Conduct Medal* (GB) et la *Medal of Freedom* (États-Unis).

Frantz Malassis

#### Sources :

- biographie en ligne sur le site Internet du musée de l'Ordre de la Libération dont nous tenons ici à remercier son conservateur M. Vladimir Trouplin.
- André Jeannot, *La Seconde Guerre mondiale en Saône-et-Loire. Occupation et Résistance*, Mâcon, JPM éditions, 2003, 350p. + annexes.

## DISPARITION DU GÉNÉRAL SAINT MACARY

Le général Pierre Saint Macary est décédé le 18 juillet 2006 à Brest. Il avait participé à la création de la Fondation de la Résistance et avait longtemps présidé l'Amicale des déportés de Mauthausen dont il était devenu le président d'honneur. Il animait également les travaux du Conseil scientifique historique et pédagogique de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation.

En 1942, à 21 ans, Pierre Saint Macary intègre l'École militaire de Saint Cyr. Après avoir participé à une action de Résistance de l'Armée, il est arrêté par la police allemande à Marseille en septembre 1943. Transféré au camp de Royallieu à Compiègne, il est déporté le 6 avril 1944 vers l'Allemagne. Il arrive au camp de Mauthausen le 8 avril. Portant le matricule 63125, Pierre Saint Macary est envoyé successivement dans les *kommandos* de Melk et d'Ebensee où il est libéré par l'armée américaine le 6 mai 1945. Pierre Saint Macary a rapporté ses souvenirs de déporté dans le livre *Mauthausen : percer l'oubli* publié aux éditions l'Harmattan en 2004.

Rentré en France, Pierre Saint Macary reprend sa carrière militaire. Il est envoyé en Indochine de 1945 à 1949. Il fréquente l'École d'état major en métropole au début des années 1950, puis est affecté en AEF. Il entre à l'École de guerre en 1958, puis reçoit différents postes de commandement outre-mer avant d'être nommé général de brigade en 1976 et de prendre sa retraite.

De 1984 à 1987, Pierre Saint Macary se voit confier la direction du Musée de l'Armée.

Il portait les insignes de commandeur de la Légion d'honneur et de Grand officier de l'Ordre national du Mérite.

Le général Pierre Saint Macary a beaucoup œuvré pour transmettre aux historiens les témoignages et les pièces d'archives que l'association des déportés de Mauthausen avait pu réunir ; ce qu'il nommait « les matériaux de l'histoire ». Il est intéressant de souligner cette action en prenant trois exemples des domaines où Pierre Saint Macary s'est particulièrement impliqué.

### Le Concours national de la Résistance et de la Déportation

Ce concours a été officialisé par l'Éducation nationale en 1961. Au sein du réseau du Souvenir, alors présidé par le père Michel Riquet, déporté à Mauthausen, Pierre Saint Macary est intervenu avec la CNCVR pour obtenir cette consécration.

Lorsqu'en 1997, un arrêté ministériel a modifié la composition du jury national du concours, le général Saint Macary a été désigné par le ministre de l'Éducation nationale parmi les 4 personnalités appelées à siéger dans le jury. Son intérêt pour le concours ne s'est jamais démenti lui qui quelques jours avant sa disparition corrigeait encore des copies de la dernière session.

### L'organisation de voyages d'étude de professeurs d'histoire et de géographie sur le site du camp de Mauthausen

L'examen attentif de participations de collégiens et de lycéens au concours scolaire montrait que les candidats se manifestaient là où les enseignants étaient motivés.

Vers la fin des années 80, le bureau de l'Amicale des déportés de Mauthausen, présidé par Pierre Saint Macary, adressait au ministre de l'Éducation nationale une lettre, en vue d'obtenir son appui, pour mettre en place une nouvelle forme d'action « en liaison avec les professeurs d'histoire et de géographie qui sont tout au long de leur carrière les garants de la

mémoire nationale ». Ainsi naquirent les voyages d'une journée sur le site du camp de Mauthausen rendus possibles par une liaison aérienne Paris-Linz.

À l'issue du premier voyage réalisé le 10 octobre 1990, Jean Peyrot, alors président de l'APHG, s'est tourné vers Pierre Saint Macary et lui a dit : « *Vous nous avez donné une leçon de pédagogie* ».

Avec la participation de l'APHG 10 visites de ce type ont été organisées entre 1990 et 2000 avec une moyenne de 120 personnes à chaque fois.

### La rédaction d'une thèse d'histoire sur le camp de Mauthausen

Pierre Saint Macary fut l'un des premiers à prendre conscience de l'importance qu'aurait une étude d'historien sur le camp qui réunissait toutes les caractéristiques de l'entreprise homicide du système national-socialiste : existence d'une chambre à gaz à l'intérieur du camp central, circulation de camion à gaz entre différents points du complexe concentrationnaire, utilisation du centre d'euthanasie de Hartheim pour éliminer les invalides, centre où furent formés des bourreaux pour Auschwitz et Birkenau.

Grâce aux contacts que Pierre Saint Macary avait noués à la fin de sa carrière militaire avec la Fondation des sciences politique, le bureau de l'Amicale de Mauthausen a pu obtenir la direction du professeur Jacques Bariety pour le lancement de l'étude historique qui fut confiée à Michel Fabréguet, normalien et germaniste.

La soutenance de la thèse a eu lieu en Sorbonne le 14 janvier 1995 et a fait l'objet d'une publication aux éditions Honoré Champion. L'incidence de cette recherche sur l'historiographie en langue française relative à la déportation fut déterminante.

Michel Fabréguet a été le rapporteur de la thèse soutenue à Strasbourg en décembre 2003 par Robert Steegmann sur le Struthof. ●

Jean Gavard

Vice-président de la Fondation de la Résistance



Pierre Saint Macary au repas de l'Amicale de Mauthausen, La Mutualité, 18 juin 2006.

Photo Amicale de Mauthausen.



## MARIE-CLAIRE SCAMARONI, VICE PRÉSIDENTE D'HONNEUR DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE N'EST PLUS

Sœur aînée de Fred Scamaroni auquel elle restera très liée durant toute son existence, Marie Claire Scamaroni est née le 22 septembre 1913 à Paris (3<sup>e</sup>). Son père issu d'une famille farouchement républicaine de Bonifacio est avocat au barreau de Paris. Mais après la Grande Guerre, une fois démobilisé, il embrasse la carrière préfectorale. Ainsi au rythme des affectations paternelles elle va découvrir et aimer la France et être élevée dans le culte des

valeurs républicaines. Après avoir obtenu son baccalauréat de philosophie en 1931, elle décide de faire des études de droit à Paris et obtient sa licence en 1934. Marie-Claire se tourne alors vers le barreau et devient avocat stagiaire dans le Morbihan. Elle se marie en juin 1936, et la déclaration de la guerre la surprend à Vouziers, petite ville des Ardennes où son mari est sous-préfet. Enceinte, elle doit quitter son foyer, car sa région est immédiatement intégrée à la zone des armées. Elle part alors pour Caen où son frère, chef de cabinet à la préfecture du Calvados l'appelle estimant qu'elle pouvait le remplacer dans une partie de ses fonctions ayant refusé son «affectation spéciale» pour pouvoir aller rejoindre son unité de combat. Affectée à la Défense passive de Caen, Marie-Claire vit avec sa sœur et sa mère dans un appartement de la préfecture. Au printemps 1940, elle donne naissance à sa fille Françoise. Bientôt la famille va connaître les routes de l'exode qui les mèneront à Sainte-Hermine en Vendée tandis que Fred Scamaroni parvient à s'embarquer à Saint-Jean-de-Luz sur un croiseur polonais qui l'achemine en Angleterre pour poursuivre la lutte.

En août 1940, avec sa mère, sa sœur et sa fille, Marie-Claire Scamaroni gagne Paris. L'occupation de la capitale lui est intolérable. Dès août 1940, avec Madeleine Simon (la sœur du futur général Simon), Marie-Claire Scamaroni commence sa résistance en collant des papillons patriotiques dans la capitale. Plus tard en 1941 elle démissionne de son poste d'avocat stagiaire manifestant ainsi son refus de l'État de Vichy.

En septembre 1940, Fred Scamaroni est arrêté lors de l'opération de Dakar. Sa condamnation à mort et son emprisonnement ne l'ont pas dissuadé, une fois gracié et libéré, de poursuivre sa lutte aux côtés de la France Libre. Il s'installe alors à Vichy où son ami Pierre François Queuille lui obtient un poste subalterne de commis au secrétariat du ravitaillement de Vichy. Cette «disgrâce sociale» lui permet de mieux servir la France Libre en dirigeant tout au long de l'année 1941 un réseau de renseignements qui regroupe autour de lui Pierre François Queuille, Théo Burlot, photographe officiel de Pétain, Robert Lancement, astrophysicien et Michel et Françoise de Boissieu.

Marie-Claire vient de Paris à Limoges pour des contacts fréquents avec son frère et devient agent de ce groupe qui à la Libération prend le nom de Copernic.

En décembre 1941, ce réseau est démantelé et la plupart de ses membres sont arrêtés. Marie-Claire échappe à cette arrestation et doit au silence des membres du réseau de ne pas être inquiétée. Quant à son frère il avait reçu l'ordre de rejoindre Londres en novembre 1941. C'est en effet le 2 novembre à Limoges que Marie-Claire revoit pour la dernière fois son frère qui quitte la France occupée pour rejoindre à Londres le général de Gaulle où il arrive le 30 décembre pour être intégré à l'État major du général de Gaulle.

Alors qu'elle vit à Limoges sans nouvelles de son frère depuis des mois, isolée et sans contact avec la Résistance depuis décembre 1941, elle reçoit la visite de Paul Schmidt envoyé de Londres par son frère. Il lui demande

de l'aider en rétablissant des relations avec des amis de sa famille qui de par leurs fonctions pourraient lui fournir des renseignements.

Il lui présente sa collaboratrice Anne-Marie Bauer qui devient dès lors le contact de Marie-Claire à Limoges.

Avec elle, elle livre des valises d'armes, des postes émetteurs de radio. Elle lui présente son frère Étienne Bauer lui aussi résistant.

C'est aussi à Limoges qu'un soir de 1942, elle reçoit la visite de Jean Laporte, préfet délégué à Limoges qui lui demande d'aller prévenir tous ses amis juifs, qu'une rafle est organisée le lendemain matin et lui donne des moyens pour leur faire quitter la ville.

Après une imprudence dans le recrutement d'un nouvel agent, Paul Schmidt la sentant menacée lui demande de quitter rapidement Limoges. Elle rejoint donc le reste de sa famille à Paris où elle retrouve Étienne Bauer.

À Paris, contactée par un ami de son beau-frère, elle est sollicitée pour établir le contact entre Grandclément, chef du mouvement OCM pour la région de Bordeaux, suspecté d'avoir «donné» une partie de l'organisation à la *Gestapo* et les services de Londres auxquels celui-ci voulait faire parvenir un rapport de «défense», alors que tout contact lui avait été interdit. Après en avoir parlé à Étienne Bauer qui l'accompagne, elle rencontre Grandclément et le rapport partit à Londres.

Début avril 1943, par l'entremise d'Étienne Bauer elle rencontre François Boquet adjoint de Jean Cavaillès pour les renseignements et les questions militaires au sein du réseau Cohors-Asturiers. Rapidement, il installe son bureau dans l'appartement parisien des Scamaroni et Marie-Claire devient son assistante.

Le 18 mai 1943, François Boquet est arrêté non loin du domicile des Scamaroni qu'il venait de quitter pour se rendre à un rendez-vous. Elle échappe à nouveau à cette arrestation grâce à la présence d'esprit de sa concierge et au courage de François Boquet qui à Fresnes ne parle pas. Suite à cette arrestation, les consignes l'enjoignent de quitter son domicile cependant face à la somme de documents du réseau qui se trouve dans l'appartement, elle décide de ne pas bouger.

C'est en écoutant la *BBC*, par la voix de Maurice Schumann rendant compte du voyage du général de Gaulle en Corse le 8 octobre 1943 que Marie-Claire apprend la mort de son frère. Envoyé en Corse par le général de Gaulle pour unifier la Résistance, arrêté à la suite d'une trahison il s'est donné la mort le 19 mars 1943 dans une cellule de la citadelle d'Ajaccio où il avait été enfermé et torturé par l'OVRA.

Ce drame n'entame pas le patriotisme des Scamaroni qui au printemps 1944, à la demande d'Étienne Bauer reçoit un envoyé de Londres Yvon Morandat qui installe son bureau dans leur appartement. Marie-Claire s'associe à son travail «au rythme souvent fiévreux» jusqu'à la libération de Paris.

Après la Libération, Marie-Claire Scamaroni accède à des responsabilités politiques. Éluë lors des municipales de 1945 à Bonifacio, elle devient aussi conseiller général de la Corse (1945-1948). Membre du cabinet du ministre de l'Intérieur en 1944-1945, elle est maire adjoint du 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris de 1959 à 1979 et finit sa carrière politique comme député européen de 1981 à 1985.

Administratrice, vice-présidente d'honneur de la Fondation de la Résistance, Vice-Présidente du Comité d'Action de la Résistance, Secrétaire général du prix littéraire de la Résistance, membre du Haut Conseil de la Mémoire combattante, elle restera fidèle à la Mémoire de son frère. Grand officier de la Légion d'honneur, Grand croix de l'ordre national du Mérite, Marie-Claire Scamaroni était en outre titulaire de la Médaille de la Résistance, de la Croix du Combattant volontaire de la Résistance. Elle est décédée le 18 juillet dernier à Paris où elle fut inhumée ●

Frantz Malassis

Cet article a été rédigé à partir des informations contenues dans le livre de Marie-Claire Scamaroni : *Indomptable et Rebelle. Histoire d'une vie de 1913 à nos jours* (éditions Tirésias, 2004).

# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION

## ADMINISTRATEURS DU PREMIER COLLÈGE (COOPTÉS)



### JEAN MATTÉOLI

**Président d'honneur-fondateur.**  
Né le 20 décembre 1922 à Montchanin (Saône-et-Loire).

Membre du Bureau des Opérations Aériennes pour la région D et du réseau renseignements Navarre. Arrêté, interné à la prison de Dijon puis déporté à Neuengamme et Bergen-Belsen. Président (1987-1999) puis président d'honneur (depuis 1999) du Conseil économique et social. Membre du Haut conseil de la Mémoire combattante.

Président des Charbonnages de France (1973-1979). Ministre du Travail et de la Participation (1979-1981). Président de la Mission d'étude sur la spoliation des juifs de France (1997-2001). Président (1987-1994) puis président d'honneur (depuis 1994) de la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance. Président de la Fondation de la Résistance (1993-2006). Grand croix de la Légion d'honneur. Croix de guerre 39-45. Médaille de la Résistance. Commandeur des Palmes académiques.



### PIERRE SUDREAU

**Président.**  
Né le 13 mai 1919 à Paris (9<sup>e</sup>). Chef du réseau Brutus (zone occupée). Déporté à Buchenwald. Directeur au ministère de l'Intérieur (1946-1951). Préfet du Loir-et-Cher (1951-1955).

Préfet chargé de la construction de la région parisienne (1955-1958). Ministre de la Construction (1958-1962). Ministre de l'Éducation nationale (avril 1962 démissionne le 15 octobre 1962). Député du Loir-et-Cher (1967-1981). Maire de Blois (1971-1989). Grand croix de la Légion d'honneur. Croix de guerre 39-45. Médaille de la Résistance. Commandeur des Palmes académiques. Hautes décorations étrangères.



### DOCTEUR PIERRE MOREL

**Vice-président.**  
Né le 13 avril 1923 à Saint Aubin du Cormier (Ille-et-Vilaine) Membre de plusieurs réseaux du BCRA dès 1941 (Overcloud, Marathon et Pernod) et du SOE (Oscar).

Interné en Espagne. Officier liquidateur du réseau Buckmaster : Oscar-person. Président du Comité d'Action de la Résistance. Président de la Fédération nationale « Libre Résistance ». Administrateur de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre. Membre titulaire honoraire de l'Académie nationale de chirurgie dentaire. Commandeur de la Légion d'honneur. Croix de guerre 39-45 avec palme et étoile d'argent. Médaille de la Résistance. Médaille des évadés. King's medal for courage (GB) Medal of freedom (États Unis)

## ADMINISTRATEURS DU DEUXIÈME COLLÈGE (DÉSIGNÉS PAR LA PUISSANCE PUBLIQUE)



### JACQUES GODFRAIN

**Député de l'Aveyron Administrateur représentant le président de l'Assemblée nationale.**

Né le 4 Juin 1943 à Toulouse (Haute-Garonne).

Membre du Conseil économique et social (1970-1971 et 1973-1974). Chargé de mission au cabinet du président de la République, Georges Pompidou (1973-1974). Député de l'Aveyron (depuis 1978). Conseiller général de l'Aveyron (1981-1992). Conseiller régional de Midi-Pyrénées (1992-1998), président de l'agence régionale pour l'environnement. Questeur à l'Assemblée nationale (1990-1995). Ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Coopération (1995-1997). Maire de Millau (depuis 1995). Président des amis de la FAO. Grand officier de l'ordre de Malte.



### SERGE VINÇON

**Sénateur du Cher. Administrateur représentant le président du Sénat.**

Né le 17 juin 1949 à Bourges (Cher). Maire de Saint-Amand-Montrond (Cher) depuis 1983. Sénateur du Cher depuis 1989. Président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat depuis 2004. Président du Conseil général du Cher (1998-2001).



### JEAN LE NAIRE

**Préfet honoraire. Administrateur représentant le ministre**

**d'État, ministre de l'Intérieur.**  
Né le 6 juin 1934 à Lorient (Morbihan). Officier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques. Croix du Combattant.



### JEAN-PAUL BODIN

**Directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives au ministère de la Défense, secrétariat général pour l'administration. Administrateur représentant le ministre délégué à la Défense chargé des anciens combattants.**

Né le 29 décembre 1956 à La Rochelle (Charente Maritime). Contrôleur général des armées. Administrateur des affaires maritimes (1981-1993) Admis dans le corps militaire du contrôle général des armées en 1993. Mis à la disposition du commissariat à la réforme de l'État (septembre 1995- avril 1997) comme chargé de mission pour la réforme de l'administration territoriale et la déconcentration. Nommé en avril 1997 chargé de mission auprès du secrétaire général pour l'administration du ministère de la Défense. Il est promu contrôleur général des armées en juin 2001. Il est nommé directeur, adjoint au secrétaire général pour l'administration en juillet 2002.

## ADMINISTRATEURS DU TROISIÈME COLLÈGE (ÉLUS)



### MARIE-JOSÉ CHOMBART DE LAUWE

**Présidente d'honneur.**  
Née le 31 mai 1923 à Paris (16<sup>e</sup>). Résistante dès le début de l'occupation

dans les Côtes d'Armor. Membre du réseau Georges France. Déportée à Ravensbrück. Psychosociologue. Directeur de recherche honoraire au CNRS. Directeur de thèse à l'EHESS. Présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation. Membre de la présidence collégiale de la FNDIRP.

Co-présidente de l'Amicale de Ravensbrück. Membre honoraire du Comité central de la Ligue des droits de l'homme. Commandeur de la Légion d'honneur. Officier de l'ordre national du Mérite. Croix de guerre 39-45 avec palme. Médaille de la Résistance. Croix du Combattant volontaire de la Résistance. Chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres.



### JEAN GAUVARD

**Vice-président.**  
Né le 16 mai 1923 à Ixelles (Belgique). Membre du réseau Confrérie Notre-Dame-Castille. Déporté à Mauthausen puis à Gusen. Inspecteur général honoraire de l'administration de l'Éducation nationale.

Vice-président de l'amicale des déportés et familles de disparus de Mauthausen. Ancien président du Jury national du concours de la Résistance et de la Déportation (1993-2002). Officier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'ordre national du Mérite. Croix de guerre 39-45. Croix du Combattant. Croix du Combattant volontaire de la Résistance. Commandeur des Palmes académiques.



### Jacques VISTEL

**Vice-président.**  
Né le 20 janvier 1940 à Sainte-Colombe (Rhône). Conseiller d'État

honoraire. Officier de la Légion d'honneur. Commandeur de l'ordre national du Mérite. Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres.

# ION DE LA RÉSISTANCE

Nous sommes heureux de porter à la connaissance de nos lecteurs l'ensemble des membres du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance, avec leurs fonctions au sein de son bureau.



## CLAUDE HALLOIN

**Administrateur.**  
Né le 19 août 1923  
à Vendôme (Loir-et-Cher).  
Membre du réseau FFC  
Vélites-Thermopyles  
et du mouvement  
des Volontaires de la Liberté.

Administrateur hors classe  
des services du Premier ministre (ER).  
Commandeur de la Légion d'honneur.  
Commandeur de l'ordre national du Mérite.  
Croix de guerre 39-45.  
Croix du Combattant volontaire  
de la Résistance.



## SERGE RAVANEL

**Administrateur.**  
Né le 12 mai 1920.  
Ancien élève de l'École polytechnique.  
Membre du mouvement de Résistance  
du général Cochet (1941), membre du  
mouvement de Résistance Libération (1942).  
Chef national des Groupes-francs

des Mouvements Unis de Résistance (MUR) (juin 1943 à  
avril 1944).  
Chef des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) de la région  
de Toulouse - R4 - (d'avril 1944 à l'après Libération)  
avec le grade de colonel FFI.  
Membre du cabinet du ministre de la Recherche (1981)  
et du ministre de l'Industrie et de la Recherche (1982).  
Consultant (1985).  
Compagnon de la Libération.  
Grand officier de la Légion d'honneur.  
Médaille de la Résistance avec rosette.  
Croix de guerre 39-45 avec palme.  
Colonel honoraire.



## n...



## LAURENT BAZIN

**Chef du bureau  
des actions  
éducatives, culturelles  
et sportives à la  
direction générale  
de l'enseignement**

**scolaire. Administrateur représentant  
le ministre de l'Éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et de la  
recherche.**

Né le 16 novembre 1960  
à Casablanca (Maroc).  
Agrégé de lettres, docteur ès lettres.  
Anciennement : maître de conférences  
en littérature et histoire culturelle  
du <sup>xx</sup>e siècle français ; attaché  
de coopération universitaire  
puis conseiller culturel adjoint auprès  
du ministère des Affaires étrangères.



## PIERRE MESSMER

**Chancelier de l'Ordre  
de la Libération.**  
Né le 20 mars 1916  
à Vincennes  
(Val-de-Marne).  
Rallie la France Libre  
en juillet 1940.

Lieutenant puis capitaine en 1941  
combat dans les rangs de la 13<sup>e</sup> demi-  
brigade de la Légion étrangère  
en Erythrée, Syrie, Libye  
(Bir-Hakeim et El Alamein) et Tunisie.  
Affecté en janvier 1944 à l'État-major  
du général Koenig à Londres, le capitaine  
Messmer débarque en août 1944 en  
Normandie et dirige vers Paris le convoi  
de l'État-major où il entre le 25 août.  
Président de la Fondation  
de la France Libre.  
Président de la Fondation Del Duca  
de l'Institut de France.



## ODETTE CHRISTIANNE

**Adjointe au Maire  
de Paris, chargée  
de la Mémoire, du  
Monde Combattant  
et des Archives.**

**Administrateur représentant  
le Maire de Paris.**  
Née le 1<sup>er</sup> janvier 1934 à Ajaccio  
(Corse).  
Chevalier de la Légion d'honneur.  
Officier de l'ordre national du Mérite.  
Commandeur des Palmes académiques.



## François ARCHAMBAULT

**Secrétaire général.**  
Né le 10 septembre 1938 à Tours  
(Indre-et-Loire).  
Docteur d'État.  
Cadre d'entreprises (1965-2004).  
Ancien membre de cabinets  
ministériels et présidentiel.

Président de l'association Mémoire et Espoirs  
de la Résistance.  
Secrétaire général du Comité Pour la Langue du Droit  
Européen.  
Administrateur de l'ONAC, de Libération-Nord,  
de CND-Castille...  
Chevalier de la Légion d'honneur.  
Commandeur de l'ordre national du Mérite.  
Lauréat de l'Académie française.



## Ervin ROSENBERG

**Trésorier.**  
Né le 13 septembre 1935  
en Hongrie.  
Conseiller du président  
de la Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild.  
Directeur général Adjoint

honoraire de BNP-Paribas.  
Chevalier de la Légion d'honneur.



## Gilles-Pierre LEVY

**Administrateur.**  
Né le 9 juillet 1947  
à Boulogne  
Billancourt  
(Hauts-de-Seine)  
Membre de la Cour

des comptes (1973).  
Directeur au ministère de l'Industrie  
(1986-1995).  
Cadre supérieur dans l'industrie  
privée (depuis 1995).  
Chevalier de la Légion d'honneur.  
Chevalier de l'ordre national  
du Mérite.

# Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

## LE PROFESSEUR ANDRÉ KASPI DONNE UNE CONFÉRENCE À MER

Le 15 juin dernier, Mémoire et Espoirs de la Résistance avait invité, en clôture de son Assemblée Générale annuelle, le professeur André Kaspi pour évoquer « *Les rapports entre les États-Unis et la Résistance française de juin 1940 à août 1945* », sujet sur lequel peu d'historiens ont écrit. En 1940, hormis une marine de guerre

occidentale (Dakar) et en Afrique du Nord (accords Weygand-Murphy) contre des ingérences de l'Axe et l'aider à résister aux pressions allemandes. C'est la mission que Roosevelt confie à l'amiral Leahy, ambassadeur auprès de Pétain. Parallèlement les États-Unis vont acquérir, très tôt, la conviction que l'Afrique du Nord sera l'un de leur futur théâtre d'opérations. Au cours de cette période, la diplomatie de la Maison Blanche rencontre des échecs : la flotte française en novembre 1942 est restée à Toulon (où elle se saborde) et les responsables de Vichy ont été peu sensibles aux « *sirènes américaines* ». Durant cette période, les États-Unis se méfient du général de Gaulle : ils ne le connaissent pas, dans leur tradition, où le militaire obéit au pouvoir civil, il est très vite suspect à la Maison blanche avec

qui les rapports vont être empreints de méfiance, sentiment au demeurant loin d'être partagé par l'opinion américaine. Après avoir acquis, qu'ils ne peuvent arriver dans « *leurs bagages* » avec les forces gaullistes, Roosevelt choisit le général Giraud, « *figure* » de l'Armée française, dont il va être rapidement déçu. Le 8 novembre 1942, le jour du débarquement au Maroc et en Algérie, rien ne se passe comme prévu et le demi-succès du débarquement signifie pour les Américains que les réseaux de Résistance en Afrique du Nord avec lesquels ils ont négocié n'ont pas donné les résultats escomptés. Cette manière qu'ont eue les États-Unis de percevoir la Résistance française a plutôt freiné les opérations militaires et renforcé leur hostilité à l'égard de De Gaulle, dont parallèlement la stature politique s'est affirmée avec la création du Conseil National de la Résistance en mai 1943. En France entre novembre 1942 et juin 1944 ont lieu les premiers contacts entre les services de renseignements américains, l'*Office of Strategic Services* (l'OSS dont l'agence suisse est dirigée par Allen Dulles) et les mouvements de résistants, en particulier « *Combat* » d'Henry Frenay. À cette date la Résistance française peine à trouver des financements pour nourrir et armer les maquisards et c'est sous les regards jaloux et mécontents à la fois de la France Libre et des services secrets britanniques que l'OSS versera aux mouvements de Résistance 65,7 millions de francs. Si cette affaire du transfert de fonds a donné lieu à diverses hypothèses et arrière-pensées politiques, André Kaspi confirme que la réalité fut plus simple : les Américains ne cherchaient pas à « *mettre la main* » sur la Résistance française. En juin 1944 les Américains escomptent des résistants, en particulier ceux de Normandie, qu'ils retardent l'arrivée des renforts allemands, mais ils ont quelques difficultés à estimer l'importance de ces actions. C'est à partir de la Libération de Paris que les Américains vont prendre en compte l'action de la Résistance et plus encore pendant et après le débarquement de Provence d'août 1944. Au cours de cette campagne, la progression vers le Rhin, de l'Armée de Lattre et des divisions américaines est amplement facilitée par l'action de la Résistance. À ce moment-là les Américains voient dans ces actions une union entre la Résistance française et les armées libératrices. Durant la Seconde Guerre mondiale, la Résistance n'a pas été pour les Américains un élément déterminant de leur réflexion politique et stratégique, ils craignaient qu'il y ait non pas une « *Libération de la France* », mais une « *insurrection des Français* », terme qui évoque un bouleversement de la société et dans l'atmosphère politique française des années 1944-45, pour Roosevelt, il était hors de question que la France devienne un pays instable où les communistes auraient pu prendre le pouvoir. Enfin le dernier élément qui caractérise l'attitude américaine est le fait que les dirigeants de la Maison blanche n'avaient pas défini de manière précise le rôle qu'une *guérilla* pouvait avoir dans un conflit comme celui-ci. Pour les Américains, la *guérilla* n'ayant pas sa place, apparaissait comme un élément étranger, donc perturbateur et dangereux, qui explique les ambiguïtés de leur politique à l'égard de la Résistance française. ●



Une large assistance était venue écouter la conférence passionnante du professeur André Kaspi.



Photos : Marc Fineltin

importante, la puissance militaire américaine n'est pas très significative, les États-Unis sont persuadés que l'armée française est la première du monde et n'imaginent pas qu'elle puisse être battue par la *Wehrmacht*. La défaite de juin 1940 de cette armée et de la France fut pour les responsables et l'opinion américaine un choc considérable : à partir de cette date, Roosevelt ne va plus considérer la France comme une grande puissance. Par ailleurs, la communauté française en Amérique, divisée entre vichystes, gaullistes et autres qui ne supportaient ni Pétain ni de Gaulle, donne de la France une image désastreuse et complexe aux yeux des Américains. De juin 1940 à novembre 1942, les États-Unis vont avoir trois préoccupations : empêcher la flotte française de passer aux mains des Allemands, conforter le gouvernement de Vichy à conserver son empire en particulier en Afrique

rien ne se passe comme prévu et le demi-succès du débarquement signifie pour les Américains que les réseaux de Résistance en Afrique du Nord avec lesquels ils ont négocié n'ont pas donné les résultats escomptés. Cette manière qu'ont eue les États-Unis de percevoir la Résistance française a plutôt freiné les opérations militaires et renforcé leur hostilité à l'égard de De Gaulle, dont parallèlement la stature politique s'est affirmée avec la création du Conseil National de la Résistance en mai 1943. En France entre novembre 1942 et juin 1944 ont lieu les premiers contacts entre les services de renseignements américains, l'*Office of Strategic Services* (l'OSS dont l'agence suisse est dirigée par Allen Dulles) et les mouvements de résistants, en particulier « *Combat* » d'Henry Frenay. À cette date la Résistance française peine à trouver des financements pour nourrir et armer les maquisards

Jean Novosseloff  
Secrétaire général de MER

Le texte intégral de la communication du professeur André Kaspi peut être consulté sur le site de MER : [www.memoresist.org](http://www.memoresist.org)

## LE FRANC SUCCÈS DU SITE INTERNET DE MER

Le site [memoresist.org](http://memoresist.org) continue à bien fonctionner. Ainsi, juillet 2006 marque une progression très nette par rapport à juillet 2005 avec 87 824 contacts (42 008 en 2005), 27 127 impressions (8 075 en 2005) et 5 184 visiteurs uniques (2 118 en 2005). Merci à tous les intervenants sur ce site. Merci à Natalie O'Reilly-Bonnand qui a réussi à le mettre complètement à jour.

Merci à Jean Novosseloff pour son travail continu de recherche : lectures, lieux de mémoire, travaux universitaires, biographies de résistants. Merci surtout à Marc Fineltin pour son dévouement sans faille, jour et nuit ! C'est ce travail soutenu de tous qui explique la fréquentation du site par des milliers de visiteurs et d'utilisateurs.

François Archambault

## LA COLLECTION DE DVD « PARCOURS DE RÉSISTANTS »

L'association Mémoire et Espoirs de la Résistance a entrepris, depuis un an, grâce au soutien de l'Union des blessés de la face et de la tête, de recueillir et de publier sur DVD des témoignages de résistants et déportés connus ou anonymes. À travers ces entretiens, c'est toute la diversité des engagements, des parcours héroïques et souvent tragiques qui apparaissent. Ces témoins « du peuple de la nuit » font revivre de manière colorée et anecdotique « leur Résistance », dans laquelle se retrouvent des femmes et des hommes qui partageaient les mêmes valeurs d'utopies voisines et la même foi dans leur pays. Avec ces témoignages, c'est une part, certes infime, mais vivante de la Résistance qui peut être écoutée, transmise à toutes celles et tous ceux qui veulent savoir ce que furent ces années de l'ombre et apprendre, par l'exemple, que la Résistance se conjugue aussi au présent.

### Où en sommes nous ?

6 DVD ont été réalisés dans la nouvelle collection (1), soit : 8 heures 40 d'écoute.

**DVD n° 1 :** regroupe les témoignages de 14 résistants ou parents de résistants et d'un historien : Michèle Agniel, Claude Berthie, Jeanne Boucourechliev, René Cristiani-Fassin, Laurent Douzou, Henri Ecochard, François Fouré, Gisèle Guillemot, Roger Lhombreaud, Louis Mexandeau, Michel Morin, Jacqueline Pardon, Jacques Poirier, Odile de Vasselot, Jacques Vistel.

**DVD n° 2 :** présente les parcours de Jean Gavard, du réseau CND Castille, résistant-déporté à Mauthausen, et Simone et Claude Ducreux, résistants parisiens, alors étudiants.

**DVD n° 3 :** renferme ceux de Jacqueline Pardon et Jean-Marie Delabre du mouvement Défense de la France.

**DVD n° 4 :** retrace la vie de Sam Braun, lycéen juif déporté à 16 ans à Auschwitz.

**DVD n° 5 :** regroupe trois Français Libres et gaullistes de toujours : Henri Ecochard, qui fut l'un des premiers à rejoindre Londres, Pierre Lefranc, manifestant du 11 novembre 1940 à Paris, et Maurice Druon, co-auteur du *Chant des partisans* et président d'honneur de la Fondation de la Résistance.

**DVD n° 6 :** évoque les parcours de trois résistants-déportés : Pierre Sudreau, résistant-déporté à Buchenwald, aujourd'hui président de la Fondation de la Résistance, Brigitte Friang, jeune résistante déportée à Ravensbrück, puis secrétaire d'André Malraux, et Stéphane Hessel, membre du BCRA déporté à Buchenwald, devenu ambassadeur de France.



Parallèlement à cette série de témoignages MER vient d'éditer, grâce à la Fondation de la Résistance, un DVD qui réunit les communications faites lors du colloque annuel à l'Assemblée nationale, dont le thème 2005 était : « De la presse clandestine aux médias d'aujourd'hui » où sont intervenus : Maurice Druon, Robert Salmon, Maurice Voutey, François-Régis Hutin, Paul Saigne, Claire Richet, François d'Orcival, Jacqueline Pardon, Hélène Viannay et André Santini.

### Et maintenant ?...

Tous ensemble, amis de MER, sympathisants, adhérents, bénévoles, il nous appartient de transmettre cette « mémoire vidéo » aux générations futures vers lesquelles notre association est tournée, de proposer ces DVD aux professeurs des lycées et collèges, de susciter auprès d'eux l'organisation, autour de ces témoignages, de rencontres ou de discussions, c'est-à-dire de continuer inlassablement « à feuilleter le grand livre d'histoire de la Résistance ».

Jean Novosseloff  
Secrétaire général de MER

(1) Tous ces DVD sont disponibles à l'association à Paris et peuvent être fournis gratuitement (en nombre raisonnable) à des lycées et collèges, des centres de recherches... Ils ne peuvent en aucun cas être vendus.

En 2007 est prévue la sortie de quatre autres DVD qui comprendront près d'une vingtaine de témoignages inédits.

## Calendrier des prochaines manifestations de MER

► **Samedi 30 septembre à 11 heures :** pose d'une plaque « À la mémoire des Résistants torturés par la barbarie nazie en ce lieu en 1943 » à Marennes (Charente-Maritime). Cérémonie organisée par la municipalité et la délégation départementale de Charente-Maritime de MER (M. Jacques Jamain).

► **Jeudi 12 octobre à 14 h 15 :** « Parcours de résistants » au Mémorial du Maréchal Leclerc-Musée Jean Moulin à Paris (sur la dalle de la gare Montparnasse), organisé par MER, avec la participation d'élèves de lycées et collèges parisiens et avec les témoignages du général Roidot (ORA), de Fred Moore, compagnon de la Libération, de M. Florian Hollard, fils de résistant-déporté, de M. Jacques Vico, président départemental des CVR du Calvados, et d'autres personnalités du monde résistant comme M<sup>me</sup> Marie Zamansky.

► **Samedi 14 et dimanche 15 octobre :** « 25<sup>e</sup> heure du Mans », salon du livre organisé par la municipalité avec la coopération de la délégation départementale de MER dans la Sarthe (M. Jacques Chesnier).

► **Samedi 21 octobre de 14 à 19 heures :** troisièmes « rencontres et dédicaces du livre résistant » à la Fondation de la Résistance – 30 boulevard des Invalides – Paris VII<sup>e</sup>, avec la participation de plus de 30 auteurs résistants, sympathisants ou historiens et avec la coopération amicale du mouvement Libération-Nord.

► **Semaine du 13 au 19 novembre :** festival annuel des films sur la Résistance organisé par la délégation départementale du Loir-et-Cher de MER (M. Jean-Philippe Desmoulières). Vendôme : les 13 et 14 ; Blois les 15, 16, 18 et 19 et Romorantin le 17 novembre.

► **Jeudi 16 novembre de 9 heures à midi :** colloque annuel sur « la création littéraire comme héritage de la Résistance », salle Colbert du Palais Bourbon, sous le haut patronage du président Jean-Louis Debré. Présidé par M. Maurice Druon, secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie française, ce colloque réunira M. René Rémond, de l'Académie française, M<sup>mes</sup> Edmonde Charles-Roux, présidente de l'Académie Goncourt, Brigitte Friang, écrivain et résistante-déportée, et Fabienne Fédérini, universitaire, ainsi que d'autres personnalités du monde littéraire. Places limitées : inscriptions obligatoires par lettre, télécopie ou courriel à MER.

► **Samedi 25 novembre au matin :** cérémonie au monument des fusillés (boulevard Victor – Paris XV<sup>e</sup>), organisée par la Base aérienne, la Mairie du XV<sup>e</sup> et MER, avec la participation de l'Amicale du mouvement Libération-Nord. Inscriptions obligatoires à MER par écrit.

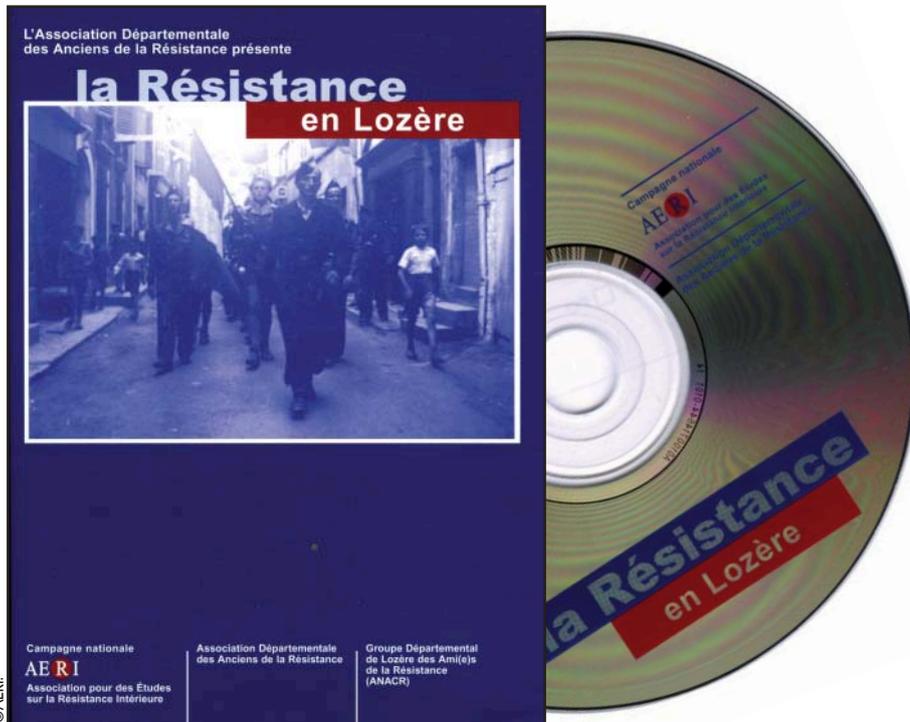
### Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » ! Cotisation 25 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »).

- Chèque à libeller à « Mémoire et Espoirs de la Résistance », Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris
- Tél./Fax : 01 45 66 92 32
- Courriel : [memoresist@m-e-r.org](mailto:memoresist@m-e-r.org)
- site internet : [www.memoresist.org](http://www.memoresist.org)

# Association pour des Études sur la Résistance

## LA RÉSISTANCE EN LOZÈRE



L'aspect particulier de ce travail est aussi dans près de trois cents fiches biographiques de résistantes et résistants, locaux bien sûr, mais aussi originaires de diverses régions de France, et étrangers.

Les réfugiés de toutes origines, issus des apports successifs de 1939 à 1944, de la zone occupée avant novembre 1942 à la bordure méditerranéenne évacuée ensuite, sont présents dans les maquis de Haute-Lozère et des Cévennes. Les étrangers sont surtout Espagnols et Allemands mais aussi Autrichiens, Belges, Luxembourgeois, Polonais, Tchèques, Yougoslaves... Ils vont prendre leur place dans la Résistance en Lozère. Bon nombre d'entre eux sont à juste titre présents dans ce travail de mémoire.

Enfin il faut évoquer l'intéressante recherche effectuée sur les troupes d'Occupation dans un département pourtant assez éloigné des côtes et des centres politiques et industriels et les désertions d'Arméniens de l'*Öst Legion* qui forment, par la suite, le premier régiment de Partisans soviétiques en France, régiment décoré de la croix de guerre avec palme. ●



Le cédérom **La Résistance en Lozère**, paru en juin dernier, constitue un important travail de synthèse et de mise à jour des connaissances sur cette période de l'histoire locale mais aussi d'événements de portée plus large, résultat de recherches effectuées de 1999 à 2005.

L'équipe de rédaction, formée de quatre enseignants et du délégué à la mémoire combattante du service départemental de l'Office national des anciens combattants, compte, parmi les enseignants, le président de l'association départementale des anciens de la Résistance, ancien réfractaire et maquisard.

Par sa situation géographique, sa profonde ruralité, son altitude et son relief tourmenté, la Lozère, traditionnelle terre de refuge, a vu dès avant 1940, affluer les proscrits et les clandestins.

En Cévennes, les réfugiés juifs, étrangers mais aussi anciens combattants d'Espagne, militants politiques ou syndicaux pourchassés, réfractaires et maquisards..., représentent sans aucun doute le taux le plus élevé de « hors-la-loi » par rapport au nombre d'habitants. Ils se fondent pourtant dans cette population qui leur témoigne activement sa sympathie. L'engagement des pasteurs protestants, aussi bien que celui des militants communistes locaux, charpentent cette Résistance cévenole.

Le combat des Camisards contre les dragons de Louis XIV a laissé des traces profondes dans

cette terre de « rebelles ». Les maquis de l'Armée secrète, Montaigne, constitué surtout d'antifascistes allemands, anciens des Brigades internationales, et Bir Hakeim, avec la tragédie de La Parade, y voisinent avec les groupes FTPF.

Si le département, situé dans la R3, a des contacts réguliers avec l'Aveyron, le Gard et l'Hérault, il est aussi lié à l'Auvergne. La région de Langogne a vu dès le printemps 1943 se dérouler les recherches policières des évadés de la prison du Puy et les liens restent importants avec les maquis de la Haute-Loire et de l'Ardèche. L'hôpital psychiatrique de Saint-Alban, haut lieu de la Résistance culturelle est en liaison avec Saint-Flour par Lucien Bonnafé et Paul Eluard. En juin 1944, les concentrations puis les combats du Mont-Mouchet et du Réduit de la Truyère, aux limites du département, ont eu d'importantes répercussions en Lozère et sont largement évoqués.

L'organisation départementale des FFI réalisée par les responsables départementaux de la Résistance est un exemple de l'Unité vers laquelle tendent tous les efforts du CNR. Cette unité est une des spécificités de la Résistance en Lozère.

Les maquisards amorcent ensuite la descente pour la Libération du Gard et de Nîmes. Des écrits littéraires de Jean-Pierre Chabrol et les ouvrages historiques, notamment d'Aimé Vielzeuf, évoquent une partie de ces événements.

# Résistance Intérieure (AERI)

## PROJET DE CRÉATION D'UN MUSÉE NATIONAL DE LA RÉSISTANCE EN LIGNE (RÉSISTANCE EXTÉRIEURE, RÉSISTANCE INTÉRIEURE EN FRANCE, NATIONALE ET LOCALE, 1940-1945)

L'Association pour des études sur la Résistance intérieure (AERI) et le Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne (MRN) entreprennent la réalisation d'un musée national de la Résistance en ligne.

### Des objectifs multiples.

Le musée pourra mettre en relation toutes les collections publiques ou privées sur la Résistance et la Déportation conservées dans les musées et centres d'archives en France ; permettre une interaction et une interconnexion entre les collections déjà existantes ou à créer (déclinaisons nationale, régionale ou départementale) ; sauvegarder et valoriser les collections publiques et privées et offrir des outils d'appropriation et de diffusion de l'histoire de la Résistance et de la Déportation.

### Des avantages et intérêts non négligeables.

L'accessibilité est plus large et continue tout en évitant les problèmes de conservation du patrimoine et les obstacles géographiques, la visite d'une exposition est plus vivante, plus riche et plus significative, l'enrichissement est perpétuel.

Cette diffusion plus large favorise la démocratisation du savoir.

L'idée est d'établir aussi des liens plus directs avec les programmes d'enseignement et de stimuler le pédagogue en choisissant parmi les parcours proposés.

Dans les départements qui n'ont pas de musée physique, le musée virtuel permettra de présenter une collection sur Internet ; ceci favorisera la collecte d'archives dans ces départements, qui peut être freinée actuellement par la frustration des détenteurs devant ce qu'ils interprètent souvent comme la preuve d'un manque d'intérêt des pouvoirs publics pour leurs documents.

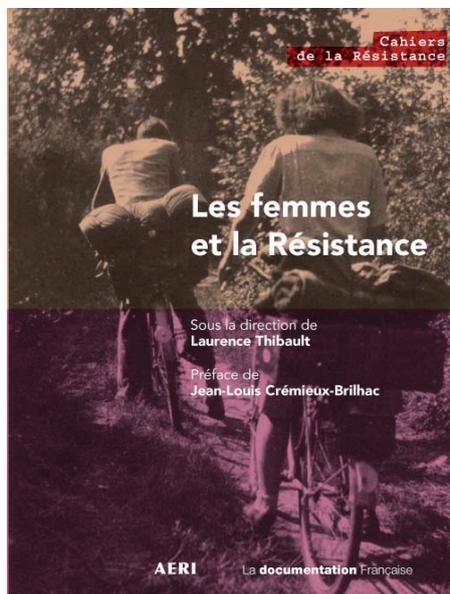
Ce sera l'occasion de mieux connaître la richesse des collections des musées existants, puisqu'on évitera de présenter dans tous les « musées virtuels départementaux » les mêmes containers, armes, tracts, journaux clandestins. Des archives ou objets spécifiques seront présentés dans chaque département : tracts et feuilles clandestines locales, objets ayant appartenu à un résistant donné et qui véhiculent une histoire, etc.

### Un site internet très complet :

Comme dans un musée réel, le musée national de la Résistance en ligne proposera des **expositions permanentes** (sur la Résistance extérieure, la Résistance en France, et la Résistance en régions) ; des **expositions temporaires**

complémentaires de l'exposition permanente présentées sous une forme différente ; un **centre de documentation** pour rendre accessibles directement les documents présentés dans les expositions, proposer un recensement le plus complet possible des sources disponibles, inciter à la recherche et aux donations pour nourrir la recherche...

Mais le musée national de la Résistance en ligne proposera aussi un **espace pédagogique** permettant aux enseignants et aux élèves d'aborder plus aisément l'histoire de la Résistance en accompagnant leurs recherches ; des **ateliers de création** pour inciter les internautes à s'approprier les informations mises à leur disposition par le musée en ligne, les sélectionner et les mettre en forme selon leurs propres critères ; une **salle de cinéma** pour découvrir la place du cinéma dans les années 1940-1945 et développer le regard critique sur ces images ; un **espace débat** ; une rubrique **agenda** pour valoriser les manifestations en France et à l'étranger (exposition, spectacles, conférences, colloques...) et les parutions récentes autour de la Résistance et de la Déportation ; une **boutique en ligne** afin de proposer à la vente une sélection de produits sur la Résistance... ●



## Actualités de l'AERI

● **Bureau de l'AERI** : nous sommes heureux de vous annoncer que M. Jacques Delarue a été désigné comme vice-président de l'AERI, succédant ainsi à M. Maurice Plantier. D'autre part, M. Michel Barbaux, commissaire général de division aérienne (2°S), est entré au Conseil d'administration de l'association, dont il devient le secrétaire général.

● L'action « **Valeurs de la Résistance, valeurs d'aujourd'hui** » se poursuit et prend de l'ampleur. De nouvelles classes vont participer à l'opération cette année. Le site Internet de l'AERI va être modifié, pour ouvrir un forum permettant un débat permanent entre les intervenants (animateurs, enseignants, proviseurs, éventuellement élèves). Un modérateur animera le forum et répondra aux questions. Le forum sera libre d'accès. L'Office national des anciens combattants a accepté d'apporter son concours pour soutenir cette action : les délégués à la mémoire combattante qui le souhaitent recevront une formation, proposée les 12 et 13 septembre 2006 dans les locaux de la Fondation de la Résistance. Le rectorat de Paris ayant contacté les établissements scolaires de l'académie, une réunion d'information est prévue le 25 septembre pour les enseignants intéressés, place Duplex.

● L'AERI et la Documentation Française, avec le soutien du Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne et de la Fondation de la Résistance, vont éditer les « **Cahiers de la Résistance** », série de petits ouvrages thématiques destinés au grand public, en particulier les jeunes générations. La matière proviendra essentiellement des recherches réalisées dans toute la France. Ces cahiers ont pour but essentiel de porter témoignage. À l'automne, paraîtra le 1<sup>er</sup> numéro portant sur la Résistance des femmes. En fin d'année, paraîtra un Cahier sur la Résistance des jeunes.

### Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général) Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

● **Siège social et bureaux :**

16-18 place Duplex 75015 Paris

● **Tél. :** 01 45 66 62 72

● **Fax :** 01 45 67 64 24

● **Courriel :** [contact@aeri-resistance.com](mailto:contact@aeri-resistance.com)

● **Site internet :** [www.aeri-resistance.com](http://www.aeri-resistance.com)

## VIENT DE PARAITRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre. La Fondation serait reconnaissante à ses lecteurs de lui communiquer, le cas échéant, leur sentiment sur le contenu de ces ouvrages, afin de pouvoir en recommander la lecture.

### Sans hésitation ! 1940-1945.

**Serge Arvengas.**

Compte d'auteur, 126 p.  
Fils de diplomate, Serge Arvengas est né à Paris en 1925. À la fin de la classe de première au lycée franco-mexicain de Mexico, il s'engage dans les FFL. Après avoir suivi les cours de l'École militaire des cadets de la France Libre, il rejoint une unité américaine en Normandie fin juin 1944. Il participe comme officier de liaison tactique aux campagnes de France, Belgique et Allemagne.

### Revivre après. L'impossible oubli de la déportation.

**André Bessière.**

Collection Résistance Liberté-Mémoire.  
Le Félin (01 44 64 11 50), 288 p., 18.90€.

### Les hôpitaux militaires au xx<sup>e</sup> siècle.

sous la direction des médecins généraux inspecteurs  
**Pierre Cristau et Raymond Wey.**  
Le Cherche Midi, 328 p., 42€.

### Les médias et la Libération en Europe 1945-2005.

Sous la direction de **Christian Delporte et Denis Maréchal.**  
Actes du colloque organisé par le centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et l'Institut national de l'audiovisuel les 14, 15 et 16 avril 2005.  
L'Harmattan, 498 p., 39€.

### La Résistance... Pourquoi ? Souvenirs des deux guerres et de déportation à Buchenwald. 1914-1918 et 1939-1945.

**Emmanuel Handrich.**  
L'Harmattan, 246 p., 21.50€.

Agent de liaison durant la Grande Guerre, Emmanuel Handrich alors professeur au lycée Henri IV à Paris bien que non mobilisable s'engage pour la durée de la Guerre. Polyglotte, il devient interprète au service de renseignement du Deuxième bureau et c'est à ce poste qu'il entend l'appel du général de Gaulle. De retour à Paris, il crée un réseau de résistance qui sera intégré au réseau Marco/Kléber. Arrêté et déporté au camp de Buchenwald en septembre 1943, il survit à la marche de la mort. Après la Libération, il devient conseiller technique et interprète de la délégation française au procès de Nuremberg.

### 1939-1945. «Pourtant» ou l'épopée du lieutenant Abdel Kadel Ikref.

**Gilles Ikref.**

L'Harmattan, 245 p., 21€.  
Parcours d'un jeune Marocain qui s'embarque pour la France afin de rejoindre la Résistance.

### Carnets de route (1940-1944).

**Henry Lelong.**

L'Harmattan, 176 p., 16.50€.  
Carnets de route d'Henry Lelong, Saint Cyrien, résistant, jeune officier mort pour la France en Alsace le 10 décembre 1944.

### Ambérieu, la rebelle.

**Histoire de la Résistance de la cité cheminote. 1939-1945 (2<sup>e</sup> édition revue et augmentée).**

**Georges Martin.**

Préface de Paul Cattin, archiviste départemental.  
Musnier-Gilbert éditions (04 74 24 69 13), 136 p., 20€ franco de port.

### Correspondances de guerre.

Dossier documentaire réalisé par **Thierry Barthoulot, professeur détaché.**  
Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, collection Archives-ressources, 10€. Destiné aux enseignants et aux élèves qui travaillent sur la Seconde Guerre mondiale, ce dossier est une sélection de documents établie à partir des fonds du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon. Pour guider les élèves dans leur travail ce dossier comporte trois types d'information : des documents d'époque, des extraits de publications d'historiens traitant du thème et une

bibliographie. Grâce aux documents-sources que contient ce dossier les élèves peuvent entreprendre des recherches et sont confrontés au travail de l'historien. Ainsi, les extraits des travaux universitaires peuvent les aider à définir un sujet et une problématique tandis que la bibliographie leur offre des pistes pour un complément d'information ou un éventuel approfondissement des recherches.

Pour commander ce dossier, adressez votre chèque de règlement (libellé à l'ordre de «Amis du Musée de la Résistance et de la Déportation») au Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon – La Citadelle – 25 000 Besançon.

### Dans la guerre (1939-1945).

**Alexandre Saulnier.**

L'Harmattan, 180 p., 15€.

### Les compagnons de la Libération. Résister à 20 ans.

**Henri Weill.**

Éd. Privat, 334 p., 17€.

## A LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.

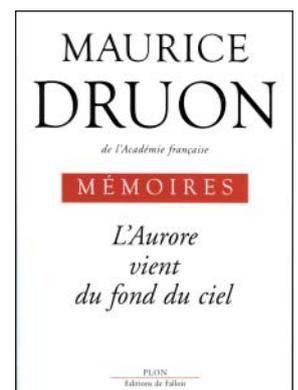
Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site [www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org) à la rubrique «Nous avons lu».

### L'Aurore vient du fond du ciel Maurice Druon, de l'Académie française

Plon- éditions de Fallois, 2006, 372 p., 22€.

Maurice Druon, né au son du canon de «la grosse Bertha» en avril 1918, vient de publier le premier tome de ses mémoires *L'Aurore vient du fond du ciel* aux éditions de Fallois, chez Plon. À la recherche de quelques lointains ascendants, venus des quatre points cardinaux, «à travers qui ma vie vint à l'existence», l'écrivain offre au lecteur, dans les premiers chapitres de son livre, quelques merveilleux et extravagants portraits d'aventureux gentilshommes, *conquistadors* à la recherche d'or et aussi de lettrés comme les frères Gros qui côtoyèrent tous

les noms qui peuplent les anthologies littéraires. Un demi-siècle plus tard, il était naturel que Louis Pasteur Valléry-Radot, dans la réponse qu'il faisait au discours du récipiendaire Maurice Druon, nouvel académicien, déclare : «À dix ans vous pensiez déjà à l'Académie française». Une autre et lointaine ascendance venue de l'autre bout de l'Europe «de Juifs des steppes, qui étaient en fait des Khazars convertis», marquera la vie du futur immortel qui apprendra à 18 ans, que «son géniteur», Lazare Kessel, s'était tiré une balle dans le cœur. «Je suis né dans un monde; je disparaîtrai dans un autre tout différent», écrit Maurice Druon, qui peint dans un style simple, coloré et un peu nostalgique son enfance, qui se déroule dans une France à peine sortie du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce sont des tableaux de la «France d'autrefois» qui défilent sous nos yeux, ceux des villages du temps des moulins, des routes où se croisaient les charrettes à bras et où le soir, près de la grande cheminée, on faisait la lecture à haute voix. C'est son père adoptif, René Druon un notable du Nord dont il parle avec beaucoup de tendresse, qui accompagne son adolescence marquée par les crises de la fin des années 20 et la ruine de ses parents. Après des études «impatientes», un prix au concours général, des rencontres dans la maison du poète Fernand Gregh, dont il épousa la fille, arrive le temps des orages et des drames. C'est avec l'oncle aimé et admiré, Joseph Kessel ou le «dionysiaque béracléen», dont il trace un extraordinaire portrait, qu'il assiste à la montée du fascisme et à l'abdication des démocraties. Année 39 : que pouvait faire un écrivain débutant de 20 ans, qui n'avait pas de tribune ?



Maurice Druon choisit d'écrire une pièce, qui fut, très peu jouée, mais qui se voulait un acte civique : *Mégarée* (Mégarée fille d'Édipe et redresseuse de tous les torts de la cité!). La première représentation de cette pièce aura lieu à Monte-Carlo, le 3 février 1942, et s'inscrit comme un acte de résistance contre Vichy et l'occupant.

Dans ce premier volume apparaît en filigrane le futur académicien pétri de culture, auteur des *Grandes familles* et des *Rois maudits*, dont quelques uns des personnages sont nés de ses rencontres d'adolescent. Dans le second volume à paraître on devrait retrouver le grand résistant auteur du *Chant des partisans*, le politique intransigeant habité par l'amour de la France : celui pour qui le chemin fut toujours celui de l'honneur.

Jean Novosseloff

#### Ô ma mémoire.

#### La poésie, ma nécessité.

Stéphane Hessel

Éditions du Seuil, 227 p., 2006, 22 €.

L'ambassadeur de France vient de fêter son 88<sup>e</sup> anniversaire de façon insolite ! Ce normalien, résistant, déporté a sélectionné pour ses lecteurs 88 poèmes français, anglais et allemands qu'il connaît par cœur parmi quelques centaines d'autres... Il emprunte une part du titre de son incroyable recueil à Guillaume Apollinaire : « *Mon beau navire ô ma mémoire, Avons-nous assez navigué* ». De la « *Ballade des pendus* » de François Villon au xv<sup>e</sup> siècle, l'auteur passe par un long chemin historique, géographique et stylistique, à « *La chanson de l'échanson muet* » de Christophe Planque (né en 1954). Tous ces textes immortels, de Shakespeare à Goethe ou de Ronsard à Franz Hessel (son père), ont aidé Stéphane Hessel à « danser » avec le xx<sup>e</sup> siècle et surmonter ses épreuves, notamment dans les camps de concentration. La résistance morale, culturelle, philosophique a aidé cet ancien officier du BCRA à combattre, survivre et demeurer toujours d'une courtoisie et d'une jovialité à nulles autres pareilles.

François Archambault.

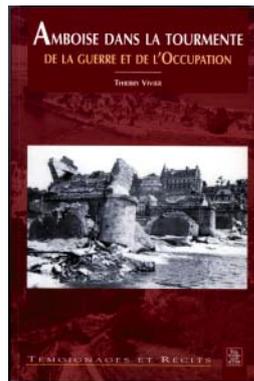
PS. L'ambassadeur Hessel vient d'être élevé à la dignité de Grand officier de la Légion d'honneur.

#### Amboise dans la tourmente de la guerre et de l'Occupation (1939-1944).

Thierry Vivier.

Éditions Allan Sutton (02 47 40 66 00), 2006, 253 p., 21 €.

À partir du début du mois de juin 1940, la guerre, dont on entendait l'écho par radios interposées et par la vague des réfugiés, fait soudainement irruption avec le bruit strident des avions ennemis et les premiers pilonnages de la *Luftwaffe*, mais surtout du fait de la submersion de la Touraine par une marée humaine ininterrompue, paniquée et porteuse des rumeurs les plus folles. La psychose collective est communicative et dès lors les Amboisiens prennent ce train en marche de la fuite, une fuite effrénée qui dure cependant peu de temps pour eux car l'armistice du 22 juin 1940 les ramène chez eux aussitôt. Dès lors commence pour Amboise, sa population et sa région, la spirale infernale de l'occupation allemande, un âge obscur de quatre années pénibles et insupportables jalonnées de privations, de brimades, de répression, d'exactions commises



par la *Wehrmacht* et la *Gestapo* qui se lancent à la chasse aux juifs, aux francs-maçons, aux résistants, à tous ceux qui commencent à se rebeller contre Vichy avec la complicité des « indics », des sbires de la Milice et les délateurs, le microcosme des Amis de la LVF. Pendant cette période douloureuse, Amboise porte tous les stigmates de la guerre : la bataille de Chargé-Amboise des 19 et 20 juin 1940 inaugure la tragédie. La destruction du pont sur la Loire coupe la cité amboisienne en deux et avec les restrictions multiples, contribue à paralyser les transports et l'économie locale. L'univers carcéral

s'imprime dans la cité ligérienne avec l'ouverture du Camp de la Patte d'Oie où sont emprisonnés les soldats français. Manquant de tout, Amboisiens et Amboisiennes tentent de survivre comme ils peuvent notamment en cultivant des jardins ouvriers, se solidarisent et se réfugient dans une nouvelle quête spirituelle pour ne pas succomber au désespoir ; les établissements scolaires vivent au jour le jour tandis que les élèves et les habitants de la petite cité ligérienne sont bercés dans un premier temps par l'illusion des sirènes de la propagande vichyste et la mystique maréchaliste. La vie continue, en particulier pour la jeunesse qui continue à s'adonner à plusieurs formes d'activités associatives, dont le sport, peut-être le meilleur remède pour oublier l'instant présent. Toutefois, la majeure partie des Amboisiens se montrent généreux et solidaires dans l'attente de la délivrance. Surgissent dans la clandestinité les premières formes de résistance. Dans la noirceur de la France vichyste, sourd une lueur d'espoir.

Association d'Études sur la Résistance en Indre-et-Loire

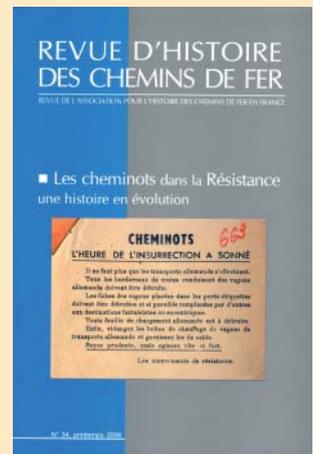
#### Revue d'histoire des Chemins de fer, n° 34 (printemps 2006)

« Les cheminots dans la Résistance. Une histoire en évolution », 262 p., 18 €.

À l'occasion de la première présentation, de décembre 2005 à avril 2006 au Mémorial Maréchal Leclerc de Hautecloque et de la Libération de Paris, Musée Jean Moulin, de l'exposition « Les Cheminots dans la Résistance » réalisée par la Fondation de la Résistance, avec la participation et le soutien de la SNCF et en coopération avec l'Association pour l'histoire des chemins de fer en France, l'AHICF a réuni tous ceux qui font de la résistance des cheminots une histoire en évolution : auteurs et membres du comité historique de l'exposition, jeunes chercheurs, conservateurs d'archives et de musées en France et en Europe. Aux actes du colloque tenu le 3 décembre 2005 sont ajoutées d'importantes références – bibliographie critique, publication de documents inédits – pour les travaux futurs.

« La résistance cheminote est un chantier en plein renouvellement, grâce aux efforts conjugués de chercheurs confirmés et de doctorants déjà bien avancés dans leurs travaux. [...] Dans le même temps, la résistance des cheminots est un véritable lieu de mémoire. Chacun, au fond, a son image de la résistance cheminote [...]. L'évolution réside dans le fait que cette Résistance spécifique, multiforme, complexe tend à devenir un objet d'étude en soi, dans le fait également que les archives de la SNCF s'ouvrent aux chercheurs. Cette convergence est porteuse d'espoirs et, dès maintenant, d'avancées scientifiques. Archivistes, politistes, historiens, sociologues, muséographes s'activent sur ce chantier. Ils le font avec des approches novatrices qui doivent au renouvellement des questionnements. » (Extraits de l'introduction au colloque par Laurent Douzou, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon.)

Pour se procurer ce numéro (18 € + frais d'envoi : 1 ex. : 3 € ; 2 ex. et plus : 6 €) adressez votre commande accompagnée du règlement à l'Association pour l'histoire des chemins de fer de France – 9, rue du Château-Landon – 75010 Paris – Tél. 01 58 20 51 01 – courriel : ahicf@club-internet.fr



## PIERRE SUDREAU, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE

Né le 13 mai 1919, fils d'industriel, il perd son père très jeune et devient pensionnaire au lycée Hoche de Versailles. À l'âge de 12 ans, après la lecture de *Vol de Nuit*, qui l'a profondément enthousiasmé, et après avoir écrit à son auteur, Pierre Sudreau fera une première rencontre qui marquera profondément son existence en devenant le correspondant d'Antoine de Saint Exupéry. « Il venait, avec l'autorisation de ma mère, me chercher le jeudi, il m'invitait à déjeuner en me racontant des histoires, et quel malheur je n'ai pas gardé les nappes de papier sur lesquelles il dessinait, notamment les prémices du Petit Prince. »... en s'inspirant de ce jeune pensionnaire vêtu d'une vaste écharpe. Licencié en droit et en lettres, la débâcle de l'armée française l'atteint à Bordeaux-Mérignac où il est élève aviateur de l'École de l'Air. Souhaitant poursuivre le combat, il ne peut pour raisons familiales quitter la France pour rejoindre l'Angleterre. Il est alors mobilisé dans l'armée d'armistice comme officier de l'armée de l'air et dès la fin 1940 commence à dissimuler des armes.

Sa volonté de poursuivre la lutte l'amène à prendre contact avec André Boyer, chef du réseau Brutus. Ce réseau créé en octobre 1940, a la particularité de réunir des hommes de droite comme le colonel Fourcaud, son fondateur, et des gens de gauche comme Gaston Defferre. Fin 1942, Pierre Sudreau devient chef du réseau Brutus pour toute la zone occupée. Il travaille également avec Louis Armand qui avec la mise en place du plan vert, participe à la réussite du débarquement de Normandie. Arrêté à 24 ans, le 10 novembre 1943, il est déporté au camp de Buchenwald où il échappe à la pendaison par miracle.

À son retour, il est reçu, dès le 5 mai, par le général de Gaulle avec les premiers déportés. Cette deuxième rencontre orientera sa carrière.

« Ayant été rapidement rapatrié grâce à la vigilance d'amis de l'Armée de l'Air venus me chercher à Buchenwald, j'eus la chance insigne d'être reçu par le général de Gaulle au début du mois de mai 1945, avec une dizaine de déportés de la Résistance dont Claude Bourdet, au siège du Gouvernement provisoire, rue Saint-Dominique. La scène est sculptée dans ma mémoire. Le Général nous parle et nous félicite d'une voix rauque.

Nous étions une dizaine, très intimidés, spectaculaires parce que tondus et très amaigris, flottant dans des vêtements trop grands, au garde-à-vous, profondément impressionnés. Le Général nous a dit quelques mots. Nous l'avons trouvé distant, mais nous avons appris ensuite qu'il était ému; sous ce masque d'impassibilité, il cachait son émotion.

*On pense généralement que le général de Gaulle était un homme dur et hautain. Il avait en réalité une très grande sensibilité. Il avait été bouleversé en accueillant les premiers convois de femmes déportées, en avril 1945 – il faut dire que le spectacle de ces femmes décharnées était terrible. La déportation a été pour le Général un choc profond: il n'avait pas mesuré, de Londres, l'intensité de certaines souffrances de la Résistance intérieure.*



Pierre Sudreau  
six mois après Buchenwald  
Coll. privée Pierre Sudreau

*L'audience a été courte et pourtant a orienté toute ma vie. J'apprendrai plus tard, en effet, que le Général s'était étonné de ma présence: "Mais c'est un gosse, il n'a pu être un chef responsable." C'était vrai: je n'avais pas d'âge, la maigreur aidant, je n'avais pas l'air d'avoir plus de dix-huit ans. Ayant pris connaissance de "ma fiche signalétique", il laissa tomber: "Alors, qu'il serve l'État comme Jean Moulin", sentence peut-être élogieuse, mais sans appel.*

[...] Ainsi, je fus "bombardé" sous-préfet hors classe (J.O. du 11 juin 1945) et nommé sous-directeur à l'Intérieur, à la disposition du directeur général de la Sûreté nationale, André Pélabon, qui devint un ami et fut comme un père pour moi. » (Extrait de Pierre Sudreau, *Au-delà de toutes les frontières*, Odile Jacob, 2002, pp.94-95).

Pierre Sudreau assume donc des responsabilités administratives et politiques. Il occupe de hautes fonctions: directeur général adjoint à la tête du Service de la Documentation extérieure et du contre-espionnage (SDECE) en 1946, directeur de l'administration et des affaires générales de la Sûreté nationale (1947), avant d'être promu à 32 ans préfet du Loir-et-Cher (1951-1955).

Commissaire à la construction et à l'urbanisme pour la région parisienne (1955-58), il initie de grands projets comme l'aménagement de la Défense. Il pose, dès 1956, la première pierre de la voûte du CNIT inauguré par le général de Gaulle en juillet 1958. Il accélère également le percement du premier RER, met en route le « périphérique » à voie rapide et choisit l'emplacement du futur aéroport de Roissy.

Il est appelé par le général de Gaulle comme ministre de la Construction, dans le dernier cabinet de la IV<sup>e</sup> République (1<sup>er</sup> juin 1958), puis par Michel Debré et Georges Pompidou sous la V<sup>e</sup> République. En avril 1962, il devient ministre de l'Éducation nationale et démissionne en octobre en désaccord avec le projet de réforme constitutionnelle.

De 1967 à 1981, il est élu et réélu député de Loir-et-Cher, maire de Blois pendant dix-huit ans (1971-1989), président du Conseil régional du Centre (1976-1979).

En 1974-1975, à la demande de Valéry Giscard d'Estaing, il préside la commission sur la réforme de l'entreprise. Il signe le célèbre « rapport Sudreau ».

Président de la Fédération des Industries ferroviaires, il est le promoteur du TGV en France. Dès 1985, avec Jean-Pierre Lévy, Pierre Sudreau, a l'idée de la Fondation de la Résistance.

Ainsi par une lettre du 23 octobre 1987, Pierre Sudreau saisit Marie-Madeleine Fourcade, en sa qualité de présidente du Comité d'Action de la Résistance, de « l'opportunité de créer une sorte de Fondation de la Résistance, dont le but essentiel serait de sauvegarder le souvenir de la lutte contre l'envahisseur entre 1940 et 1945, en rassemblant toutes les associations et amicales sans exclusive d'aucune sorte ».

La Fondation voit le jour en 1992 et Pierre Sudreau en devient un des vice-présidents.

Grand croix de la Légion d'honneur, il est titulaire de la croix de guerre 1939-1945, de la médaille de la Résistance avec rosette, commandeur des Palmes académiques et de nombreuses décorations étrangères. ●

Frantz Malassis

### Livres

*L'enchaînement* (Plon, 1967)

*La stratégie de l'absurde* (Plon, 1981)

*De l'inertie politique* (Stock, 1985)

*Au-delà de toutes les frontières* (éditions Odile Jacob, 1991, 2002)

Sauf mention contraire les citations en italiques sont extraites des entretiens de Pierre Sudreau avec François George: *Sans se départir de soi. Quelques vérités sans concession* (éditions Tirésias, 2004) avec l'aimable autorisation de François George et des éditions Tirésias que nous remercions.